



# ethnographiques.org

Revue en ligne de sciences humaines et sociales

Marie Hocquet

## « Les effets d'exclusion du geste destructeur : le cas du Palais de la République à Berlin »

### Résumé

Cet article vise à explorer les effets d'exclusion symbolique inhérents à la destruction d'un objet patrimonial contesté : le Palais de la République à Berlin. Erigé en 1976 à Berlin-Est en lieu et place du château des Hohenzollern, cet édifice fonctionna pendant 14 ans jusqu'à ce que les événements de 1989 remettent en question son existence. En 2002, le Bundestag vota sa destruction et la reconstruction de l'ancien château. Entre 1993 et 2006, plusieurs associations militèrent en faveur de la conservation du PdR. Nous montrerons que cette mobilisation traduit une question essentielle : celle de la place à accorder à l'héritage architectural et culturel de l'ex-RDA en Allemagne réunifiée. Nous expliquerons comment les associations *pro Palast* développèrent des usages contestataires du monument articulés à des récits alternatifs sur son passé et verrons en quoi ces récits s'opposèrent aux conceptions du patrimoine national que prônent certains acteurs issus de la classe politique et de la société civile.

### Abstract

*Destruction as exclusion : the case of the Palace of the Republic in Berlin. This article investigates the effects of the destruction of a controversial patrimonial object : the Palace of the Republic in Berlin. Erected in 1976 in East Berlin on the site of the castle of Hohenzollern, this building was occupied for 14 years until the events of 1989 called its existence into question. In 2002, the Bundestag voted its destruction and the reconstruction of the former castle. Between 1993 and 2006, several associations campaigned in favor of the preservation of the PdR. As this article argues, this mobilization is the reflection of an essential question : what place should be granted to the architectural and cultural heritage of the ex-GDR in reunified Germany ? The article explores how pro-Palast associations developed dissenting uses of the monument connected with alternative narratives of its past. Finally, it examines how these narratives challenged contemporary conceptions of national heritage promoted by some elements of the political elite and "civil society".*

*ethnographiques.org* est une revue publiée uniquement en ligne. Les versions pdf ne sont pas toujours en mesure d'intégrer l'ensemble des documents multimédias associés aux articles. Elles ne sauraient donc se substituer aux articles en ligne qui, eux seuls, constituent les versions intégrales et authentiques des articles publiés par la revue.

## Introduction

Il est courant en sciences sociales d'utiliser la métaphore du texte pour parler de l'espace urbain et de la façon dont il inspire les individus en pensées et en actes (De Certeau, 1990 ; Gracq, 1985). La ville semble se générer dans une tension permanente entre production d'espace et production de texte ; elle est le fait d'un encodage continu, d'une manipulation matérielle et symbolique donnant à voir certaines visions idéalisées du monde, produits de l'histoire et d'interprétations de la réalité historiquement situées. La ville est en effet l'objet d'un travail constant de re-sémantisation de la part « des officiels, des politiques, des élites, des urbanistes, des artistes et des architectes qui croient que la présence de formes matérielles (...) permet de communiquer des idéaux politiques et des visions du monde » (Till, 2005 : 40). La patrimonialisation, en tant que « construction sociale modelée par des préoccupations politiques, économiques et sociales du présent » participe de ce travail de production du sens (Graham, Howard, 2008 : 2). Certains hauts lieux – produits matériellement et symboliquement – se veulent l'incarnation d'un idéal et l'expression d'une communauté de destin. Toutefois, dans le même temps qu'ils célèbrent une histoire, des héros, un idéal politique, économique ou culturel, ces hauts lieux font passer à l'arrière plan certains pans du passé, occultent les particularismes de certains groupes. Pour Ricœur, ce sont « les ressources de variations qu'offre le travail de configuration narrative » du passé qui donnent prise à ces « stratégies de l'oubli » (2000 : 579). Nous partirons de l'hypothèse que la patrimonialisation de l'urbain constitue l'un des opérateurs de ce travail de configuration narrative du passé et qu'il procède d'une manipulation de la mémoire donnant prise à des « stratégies de l'oubli ». Ainsi, pour reprendre les termes de Graham et Howard, il semble que « la création d'un patrimoine déshérite ou exclut activement ou potentiellement ceux qui ne souscrivent pas à, ou ne sont pas embrassés dans l'énoncé de sens accordé à ce patrimoine » (2008 : 3).

Le Berlin d'aujourd'hui constitue un terrain d'étude particulièrement riche pour qui veut scruter ces aspects de la patrimonialisation. Depuis la chute du Mur, cette ville a été l'objet d'un réaménagement urbain intensif se traduisant par des rénovations, des destructions et des (re)constructions. Ces remaniements matériels et symboliques qui accompagnent des processus ayant trait à la réunification incorporent tout autant qu'ils excluent. L'assimilation de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest suppose la conversion des ex-citoyens de RDA aux valeurs et modes d'actions du capitalisme. Au lendemain de la réunification, en effet, on s'efforça d'étendre immédiatement le modèle politique, social et économique de la République fédérale aux nouveaux Länder. Dans la mesure où toutes les formes de la société est-allemande furent neutralisées, afin notamment d'asseoir la réalité politique, économique et sociale née de la réunification, les Allemands de l'Est furent exhortés – en partie en raison du postulat de leur similarité culturelle et linguistique avec leurs homologues de l'Ouest – à abandonner toute référence à leurs anciens particularismes et à adhérer sans condition aux modèles d'identification et de vie proposés par l'Etat d'Allemagne réunifiée. Pour le dire autrement, ces nouveaux citoyens de la République fédérale durent faire face à l'impératif de s'adapter au modèle économique, social et politique ouest-allemand, c'est-à-dire à en adopter les valeurs et les pratiques. Or, cette conversion ne laisse guère de place à la reconnaissance d'une identité est-allemande. La récente éviction du Palais de la République est un geste qui traduit de manière spectaculaire la non reconnaissance de l'héritage architectural, mais, au-delà, de l'héritage social, culturel, d'une partie de la population pourtant censée participer de plain-pied au projet de la nouvelle Allemagne. Lieu central de Berlin et témoignage architectural

de l'histoire de l'Allemagne de l'Est, le PdR (*Palast der Republik*) a été au centre de polémiques dans lesquelles ses partisans affrontèrent ceux qui étaient pour sa suppression dans le paysage berlinois. C'est à travers ces conflits, et ce qu'ils ont généré en termes de manifestations politiques et culturelles, que le PdR est peu à peu devenu l'affaire de tous, un haut lieu débordant du seul cadre de l'histoire de Berlin-Est.

Le présent article est issu d'un travail de thèse portant sur les hauts lieux du communisme à Berlin-Est. Partant de l'étude de lieux emblématiques en regard du passé est-allemand, nous avons cherché à comprendre comment se construisait la mémoire du lieu, la mémoire par le lieu et ce que le traitement de ces lieux révélait sur la place de l'héritage est-allemand au sein du récit national de l'Allemagne réunifiée. Notre démarche visait à confronter la production de hauts lieux avec les points de vue d'habitants, afin de saisir la manière dont ces lieux en gestation pouvaient faire sens – ou non – pour ces derniers. Aussi, à une entrée sur le terrain via les institutions de mémoire et acteurs de la patrimonialisation, nous avons préféré une entrée par les représentations collectives de personnes résidant à Berlin et n'étant pas investies dans le travail de mémoire à proprement parler. La méthode privilégiée fut celle de l'entretien semi directif portant sur la période de partition et la réunification, mais également sur certains hauts lieux de la mémoire communiste à Berlin [1].

## L'île de la Spree, le château et le Palais, quelques jalons chronologiques

Il convient dans un premier temps de revenir sur l'histoire et les caractéristiques d'un site qui a toujours représenté un enjeu pour la ville : cette portion de l'actuelle *Museum Insel* où se sont succédés le château des Hohenzollern et le PdR.

C'est à partir de cette île, située sur la Spree [2], que Berlin se développa. Au 15<sup>ème</sup> siècle, les Hohenzollern acquièrent l'Électorat du Brandebourg et installent leur résidence à Berlin-Cölln, la ville devenant le fief d'une dynastie qui règnera sur la ville, la Prusse et l'Empire allemand jusqu'en 1918. Dans la seconde moitié du 15<sup>ème</sup> siècle, le château des Hohenzollern est érigé sur l'île de la Spree. Il faut cependant attendre la fin de la guerre de Trente ans (1618-1648) pour que le prince électeur Frédéric-Guillaume fasse du château le cœur de la ville en ordonnant la construction de plusieurs quartiers aux alentours et en procédant au percement d'*Unter den Linden* qui relie le château au *Tiergarten* [3]. Entre 1698 et 1707, l'harmonisation du château est entreprise sous les ordres de Frédéric Ier. Le Grand électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse, fait appel aux services de l'architecte allemand Andréas Schlüter, puis du Suédois Johann Eosander von Göthe qui confèrent au château sa forme quasi définitive. L'édifice uniformisé devient un exemple de l'architecture baroque de l'époque. Il est en outre perçu comme l'incarnation de la monarchie absolue.

A l'issue de la Première Guerre mondiale, l'ancienne demeure impériale reste à la famille des Hohenzollern qui passe un contrat avec l'Etat : le château dépend dès lors en partie d'une administration en charge des châteaux et des jardins de la ville.

L'édifice impérial est progressivement transformé en musée des arts décoratifs. Au terme de la Seconde Guerre mondiale, le château des Hohenzollern est sérieusement endommagé par les bombardements alliés sur Berlin.

Le 7 octobre 1949 voit la fondation de la RDA dont Berlin-Est est la capitale. En 1950, Walter Ulbricht, le Secrétaire général du comité central du SED [4], décide du dynamitage des ruines du château alors taxé d'être le symbole du militarisme prussien. En 1951, la Place du Château est rebaptisée place Marx Engels. Choisie à l'origine par les instances politiques pour devenir une place dédiée aux manifestations officielles du régime, la place Marx Engels reste déserte jusqu'en 1976.

## **L'édification du Palais de la République, projet politique et visées utopiques**

En 1971, Erich Honecker succède à Walter Ulbricht à la fonction de premier Secrétaire du SED. Les instances dirigeantes est-allemandes, alors soucieuses d'aboutir à la reconnaissance diplomatique du pays, entreprennent d'intensifier les activités de la RDA sur la scène internationale. Dès lors, l'idée de construire un Palais sur la place vide de la *Museum Insel* voit le jour. En 1972, la construction d'un bâtiment central sur la *Marx-Engels-Platz* est officiellement annoncée. Les concepteurs du PdR, Karl-Ernst Swora et Heinz Graffunder, définissent le futur édifice comme une « Maison du Peuple », réalisée dans la tradition du mouvement travailliste allemand du 19<sup>ème</sup> siècle [5].

En 1973, les travaux de construction du PdR commencent. C'est dans un contexte de relative ouverture et de stabilité (la RDA ayant été reconnue par la RFA, puis sur la scène internationale) que le gouvernement d'Erich Honecker inaugure son nouveau bâtiment officiel. Ce dernier se présente sous la forme d'un vaste édifice rectangulaire d'une longueur de 180 m, sur une largeur 86 m et une hauteur de 32m. La façade de ce complexe est constituée de grandes vitres de verre fumé ceintes d'un revêtement blanc, le tout soutenu par une structure de béton et d'acier. Le PdR est constitué de deux ailes : l'aile orientale, inaccessible au public et non visible de l'extérieur car dépourvue de fenêtre, abrite les sessions de la chambre du peuple. L'aile occidentale abrite un complexe culturel dédié au peuple et comportant un vaste hall orné de peintures et de sculptures d'artistes est-allemands, 13 restaurants et cafés, une discothèque en sous-sol, un bowling, une grande salle modulable pouvant accueillir entre 500 et 5000 personnes selon sa disposition, un théâtre pour enfants, un théâtre "improvisé". A la veille de la chute du Mur, le Palais emploie 1700 employés. En 14 ans, le PdR aura accueilli 70 millions de visiteurs, donné 21000 représentations et reçu 1500 invités (artistes et personnalités politiques). L'édifice joue un rôle tant dans l'intensification des rapports diplomatiques de la RDA au niveau international que dans la vie culturelle de Berlin-Est. Objet de prestige, symbole du pouvoir mais aussi témoin d'un contexte historique et de certaines réalités de la vie quotidienne en RDA, le PdR fonctionne pendant 14 années jusqu'à ce que les événements de 1989 viennent troubler l'existence de cette "maison".

## **La part de l'immatériel : le PdR comme incarnation d'une expérience collective est-berlinoise**

Si le Palais de la République est sans conteste un lieu de l'extraordinaire, il semble qu'il soit également un lieu familier, c'est-à-dire un lieu que les Berlinois de l'Est se sont hautement approprié à travers l'usage qu'ils en ont fait.

« J'ai eu mon premier baiser au Palais. C'était chic (rire). (...) à l'intérieur il y avait beaucoup d'espace libre. De grands escaliers mécaniques, c'était très moderne. De grandes peintures aux murs et de grands et d'épais sofas en cuir. En cuir rouge, oui rouge. (...) On s'enfonçait dedans. On s'asseyait et wuup ! (...) On pouvait vraiment s'y blottir et ne pas être vu. (...) On y allait... Oui, pour rencontrer des filles, flirter. (...) Et des peintures étaient accrochées au mur. Il y avait de quoi être épaté, on pouvait dire « eh, regarde la peinture ! ». C'était de l'art relativement moderne. Enfin moderne dans le sens réalisme socialiste. (...) J'y ai bu mon premier gin tonic, à 13 ans ! Dans le petit bar au premier étage. (...) Oui, et la discothèque et le théâtre, qui étaient très aimés, parce qu'ils bénéficiaient des techniques les plus modernes, c'était très impressionnant. (...) Et puis il y avait un théâtre fantastique (...) je suis allé très, très souvent dans ce théâtre, ça s'appelait le théâtre au Palais, le TIP. (...) C'était un petit théâtre dans lequel ils ont joué de grandes pièces (...) c'était un théâtre critique. (...) c'était vraiment génial et on obtenait difficilement des places – mais j'y ai quand même vu quelques pièces, de très, très belles pièces. (...) Et c'était petit. Petit et joli (...) Ce n'était pas comme un vrai théâtre, c'était seulement... Des toiles le séparaient du reste, pas de mur. (...) C'était ça, aussi, qui était chic. Oui, et c'était ça le Palais. »

Steffen-Maria, 44 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

L'interviewé nous brosse le portrait d'un lieu de détente, les mots qu'il emploie renvoient au confort, à l'intimité, au bien-être. Son récit est celui d'un jeune homme se réappropriant un édifice public, parfois de manière facétieuse, c'est le récit de souvenirs heureux de jeunesse. Le PdR est en outre décrit comme un centre culturel proposant des représentations de qualité se jouant toujours à guichet fermé. Nombreux sont les interviewés qui mettent en évidence cette réalité : qu'il s'agisse des services gastronomiques ou des divertissements culturels, le Palais "était à la pointe". Pour de nombreux Berlinois de l'Est, en effet, le PdR était un endroit où tous pouvaient goûter ce qu'il y avait de mieux et de plus moderne dans le Berlin-Est des années 1970 et 1980. Toutefois, le PdR, avec sa débauche d'arts et de techniques, n'est pas un lieu qui impressionne, il est un lieu au sein duquel les Berlinois de l'Est se sont manifestement sentis à l'aise. Lieu d'excursion, lieu de rencontre et de flirt, le Palais était essentiellement un lieu familier, un lieu pratiqué par un grand nombre d'individus, non pas dans l'unique objectif de se rendre à une représentation théâtrale ou musicale, mais pour se donner rendez-vous, se balader sans autre dessein. La première pratique évoquée par nos interlocuteurs est donc celle de la flânerie.

Viennent ensuite certains usages plus réguliers du lieu, ainsi cet extrait d'interview :

« Quand on arrivait au Palais (...) et que ses portes ouvraient, les gens commençaient à affluer à l'intérieur et voulaient d'abord y boire leur café, puis leur bière, quand il était midi, avant d'aller au restaurant. (...). La gastronomie, dans notre maison, était très bonne. (...) Les gens venaient, d'abord pour pouvoir s'asseoir confortablement, dans un cadre intime, et boire de la bière ou du vin ou manger. (...) Et le repas du midi coûtait, au Palais de la République, ça on ne peut pas se l'imaginer, 7 mark, 7 Mark de RDA. Ça devait faire quelque chose comme 1 ou 2 Mark de l'Ouest. (...) Les gens entraient et mangeaient et les restaurants étaient pleins jusqu'à 21h30. »

Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Ces usages quotidiens du lieu débutent avec la consommation de café dès l'ouverture du Palais. Puis vient la consommation de bière, en fin de matinée, peu avant l'afflux des clients qui s'agglutinaient à l'entrée des restaurants à l'heure du déjeuner. Et ainsi de suite jusqu'à la fin de la journée. Le PdR est donc, du fait de ses nombreux bars et restaurants, un endroit qui a fonctionné au rythme de la quotidienneté des citadins de la capitale est-allemande.

Il convient également d'évoquer les fêtes privées qu'il était possible de donner au Palais. Ainsi, nombreux sont les enquêtés qui se sont rendus au PdR afin de fêter un anniversaire, certaines salles pouvant être louées pour ce genre d'occasions. Aux anniversaires, ajoutons les mariages et les fêtes d'entrée dans la *Jugendweihe* [6], marque l'entrée de Wilhelm von Boddien dans l'arène des porteurs de projets pour le site de la Place du Château. Celui-ci entend alors mener campagne pour le retour de l'ancien château à Berlin. Afin de porter son projet devant les institutions locales et fédérales et de réunir des fonds dans le cadre de son financement, l'homme d'affaire fonde l'Association pour le Château Berlinoise (*Förderverein Berliner Stadtschloss*). Via une action de lobbying, la sollicitation de dons auprès de riches particuliers et de sociétés privées, le recours au marketing et à l'expertise, la *Förderverein Berliner Stadtschloss* finit par imposer ses vues en matière de patrimoine puisque le Bundestag se prononce en 2002 en faveur de la reconstruction de l'ancien château (le budget prévu est de 670 millions d'euros).

Le futur édifice se veut un compromis entre le projet de reconstruction à l'identique et l'édification d'un bâtiment radicalement nouveau. Trois des façades de l'ancienne demeure impériale seront reconstruites, la quatrième, située en bord de Spree, présentera une architecture moderne. Le nouvel édifice, baptisé le *Humboldt Forum*, devra s'inscrire harmonieusement au sein de son environnement proche et permettre la constitution « d'un ensemble de musées regroupant les arts du monde entier (...) dans la lignée de l'île aux Musées » [7]. Il est en effet destiné à accueillir des collections d'art non européen du musée ethnologique de *Dahlem*, ainsi que des collections d'ouvrages de l'Université Humboldt. L'édifice est présenté comme un lieu « international des sciences, arts et cultures européennes et extra européennes » destiné à servir le « dialogue entre les cultures » [8].

Le projet de reconstruction partielle du *Schloss* devrait être financé par des fonds publics et privés. 80 millions d'euros sont d'ores et déjà promis par l'association de W. von Boddien. Toutefois, les sources et modes de financements restent à ce jour incertains. Compte tenu du déficit budgétaire de la ville de Berlin – en 2002, la ville affichait « un déficit public record de 45 milliards d'euros » (Halpern, Häussermann, 2003 : 339) – le Sénat berlinois souligna qu'il ne pourrait participer au financement du projet. L'Etat et la ville contribueraient toutefois indirectement au financement à hauteur de 230 millions d'euros (via la vente de terrains inutilisés suite au déménagement de certaines collections). Le reste, quelques 360 millions d'euros, « seraient alors levés par l'émission d'actions auprès d'investisseurs institutionnels » [9]. Des terrains de la *Schlossplatz* (Place du château) devraient en outre être cédés, tandis que « des investisseurs privés assureraient l'exploitation commerciale de certaines infrastructures du *Stadtschloss* de Berlin » [10]. Le 19 janvier 2006, le Bundestag rejette la demande de report de démolition présentée par les Verts et le Parti *Die Linke* [11]. Les travaux de démolition du PdR débutent en février 2006.

## A la recherche d'une vocation universelle pour Berlin et son centre historique

Il convient ici de rappeler les arguments mis en exergue par W. von Boddien au cours de sa campagne afin de mieux comprendre l'enjeu urbain et patrimonial que constitue le retour du château aux yeux de ses partisans. La volonté affichée était de « rendre à Berlin son image », d'« achever le centre historique » afin de refaire de la ville une « Athènes sur Spree » [12]. Le projet est justifié par la cohérence qu'il est censé apporter au site. Le château est évoqué comme une pièce qui viendrait compléter harmonieusement l'ensemble bâti du *Berlin-Mitte* historique, rétablissant un lien entre *Unter den Linden* et l'île aux Musées.

Par ailleurs, cette reconstitution d'un monument baroque a pour objectif de "faire pendant" à la prédominance d'une architecture moderne héritée de la guerre froide et de la réunification. Comme le souligna en effet la députée verte Antje Vollmer en réponse aux critiques des tenants d'une architecture moderne pour le réaménagement de la Place du Château : « Les modernes ont eu leur chance à Berlin, comme dans aucune autre métropole ou presque. Et beaucoup de ces bâtiments nous ont montré les limites du moderne ». Et la députée d'ajouter que ce « retour aux façades baroques n'est pas un hommage au « militarisme prussien », ni un projet de « restauration politique », mais une preuve de « notre très grand respect pour les chefs-d'œuvre de nos ancêtres » [13].

Cela nous amène à un troisième argument, qui se place au-delà de la dimension esthétique et urbaine du projet, et qui se fonde sur la future fonction du *Humboldt Forum*. L'édifice devra en effet « servir le dialogue politique, culturel et sociétal » [14]. La future réplique du château, de par sa fonction culturelle, serait inscrite dans le contexte de la mondialisation et constituerait la preuve tangible de « l'investissement de l'Allemagne dans le concert des nations et de leurs cultures » [15]. Cette vision du *Humboldt Forum* fait de Berlin et de son centre un carrefour des différentes cultures, elle en appelle aux traditions cosmopolites de la ville, à son rôle dans le développement des sciences et des arts. En puisant dans les passés (choisis) de la ville (notamment le Berlin du 19ème siècle et de la République de Weimar), on invente un sens nouveau au château tandis que, dans le même temps, une vocation universelle se dessine pour la capitale allemande et son centre historique. Le futur édifice est ainsi réinscrit dans une tradition berlinoise, non celle du militarisme prussien, comme s'en défendit Antje Vollmer, mais celles des Lumières [16], de l'ouverture sur l'Europe et le monde et du rayonnement culturel et scientifique.

### ***Quand la population se réapproprie les termes du débat***

En 2006, alors que commencent les travaux de démolition du PdR, une exposition est montée aux abords du chantier qui a pour titre « Une décision démocratique ». Financée par l'Administration sénatoriale pour le Développement de la Ville, cette exposition revient sur l'histoire de la Place du Château, la nature du site et son affectation à venir, mais également sur le processus décisionnel ayant trait à son réaménagement.



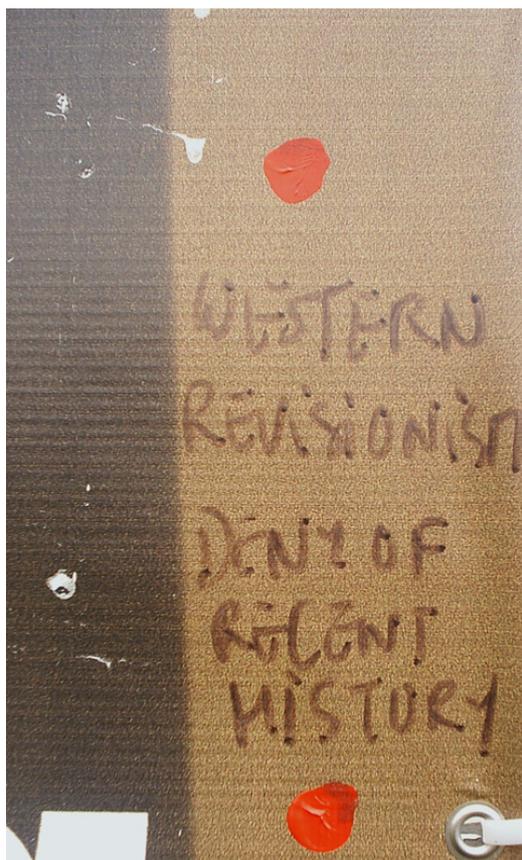
L'exposition « Une décision démocratique » aux abords du Palais en cours de démolition

L'exposition « Une décision démocratique » aux abords du Palais en cours de démolition

Au-delà de la reprise d'un certain nombre d'arguments que nous avons détaillés plus haut concernant le bien fondé de la reconstitution de l'ancienne demeure impériale, l'exposition « Une décision démocratique » est également révélatrice de la façon dont la population locale s'est réappropriée les termes du débat. Certains anonymes sont en effet venus exprimer leurs vues sur le projet, inscrivant de courtes phrases sur les panneaux de l'exposition. Expression d'un mécontentement face à la disparition du PdR – et face à ce qui est perçu comme une véritable guerre à l'encontre des symboles de la RDA –, ou de la volonté résolue de venir à bout de ces symboles, ces inscriptions nous renseignent sur l'affrontement des mémoires occasionné par le débat sur le réaménagement de la Place du Château.



« Démolition de l'Est »

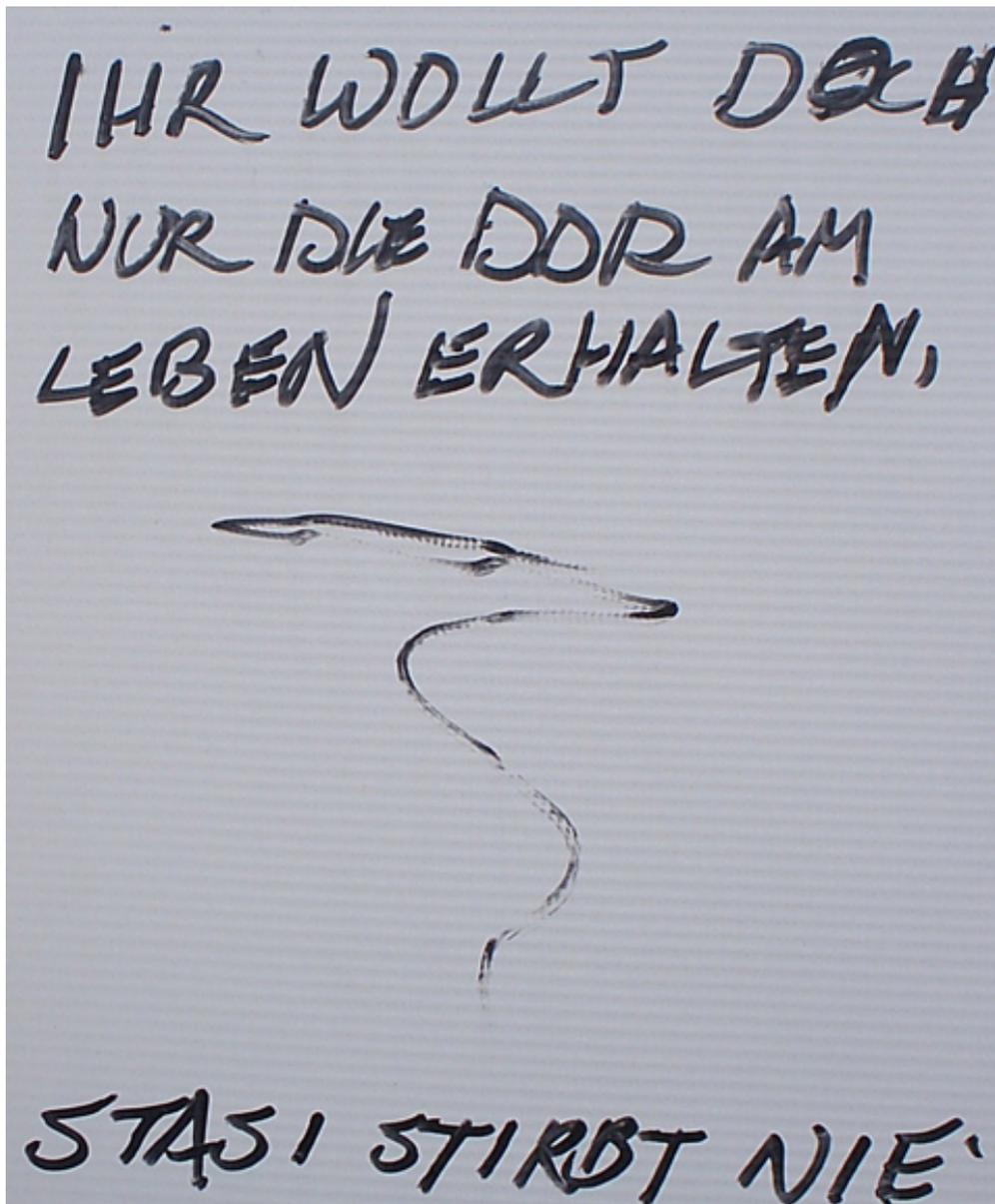


« Western revisionism. Deny of recent history »



« Propaganda of a repeating waste »

Sur ces différentes inscriptions figurent des arguments contre la démolition du Palais. La première inscription revient à dire qu'en démolissant le PdR, c'est la RDA qu'on cherche à faire disparaître. Les deux inscriptions suivantes sont écrites en anglais. Difficile de dire s'il s'agit d'un natif qui chercherait à être compris du plus grand nombre ou s'il s'agit d'un étranger sensible au devenir du site. Toujours est-il que cet individu dénonce ce qu'il considère comme du révisionnisme, le déni d'un passé récent qui gêne. L'autre argument, largement employé au cours du débat autour du réaménagement de la *Schlossplatz*, consiste à interpréter le projet de démolition du PdR et de reconstruction du *Schloss* comme la répétition de l'erreur commise en 1951 par les autorités de RDA. Est également souligné le « gaspillage » occasionné par cette série de réaménagements.



« Vous ne voulez que conserver la RDA, la Stasi ne meurt jamais »



« Stasi forever »

Les inscriptions suivantes s'adressent directement aux Berlinois de l'Est, ou anciens citoyens de RDA, qui manifestèrent leur attachement au PdR alors que son devenir était encore en suspens. Ces propos établissent un rapport entre l'attachement, parfois nostalgique, d'une population pour un monument ayant marqué leur quotidienneté sous l'ancien régime, et l'oubli des côtés négatifs de la RDA, et notamment de la réalité d'une société autrefois infiltrée par la Stasi. Pour ces individus, la RDA est toute entière délégitimée par l'existence de son organe de surveillance, le PdR devient l'incarnation de la dictature, il doit être détruit. Avec l'éviction de cette icône de l'ancien régime doit disparaître toute possibilité, pour les anciens citoyens de RDA, de jeter un regard nostalgique sur leur passé. Certains estiment donc que l'ancienne République est-allemande est en tout point condamnable et qu'il n'est pas envisageable de conserver le témoin architectural de ce passé honteux. Au-delà, les accusations portées à cet édifice et à ce qu'il incarne se muent en exhortation à l'encontre des anciens citoyens de RDA, ayant parfois pour fin implicite de leur faire reconnaître leur responsabilité dans la perpétuation d'un régime totalitaire. C'est, entre autres, contre cette attitude qui stigmatise les Allemands de l'Est et qui les réduit au statut de *Mitläufer* (suiveurs) que certains se sont investis dans les mouvements en faveur de la préservation du PdR.

## De la contestation au développement d'usages contestataires du PdR

Parmi ceux qui se sont mobilisés pour la protection du Palais, on compte des personnes attachées au lieu parce qu'il constituait un de leurs repères dans la ville (habitants de Berlin-Est, anciens employés du PdR). Leur attitude vis-à-vis du lieu est parfois empreinte d'un certain passéisme à travers lequel s'expriment la

nostalgie pour un pays disparu et la volonté de voir le retour du Palais tel qu'ils l'ont connu par le passé [17]. Dans le milieu des années 1990, ces acteurs sont rejoints par des hommes politiques locaux, des architectes, des historiens, des intellectuels est- et ouest-allemands. Peu à peu s'esquisse un vaste réseau d'acteurs en faveur de la conservation de l'édifice.

Avec cet élargissement émergent de nouveaux projets qui envisagent des usages alternatifs de la *Schlossplatz* tout en réfléchissant à de nouvelles fonctions pour le PdR. De ce positionnement est née l'Alliance pour le Palais (*Palast Bündnis*) qui réunit des architectes et des urbanistes originaires des deux parties de l'Allemagne, aidés bénévolement par des étudiants en architecture et en design. La fondation du *Palast Bündnis* répondait originellement à la nécessité, pour ses membres, d'acquérir un poids politique et une reconnaissance sur la scène publique. A cette fin, le *Palast Bündnis* eut recours à plusieurs types d'actions : participation aux débats sur la Place du Château (via leur site Internet, notamment), conceptions et distributions de flyers, organisation d'événements culturels aux abords du Palais, pétitions.

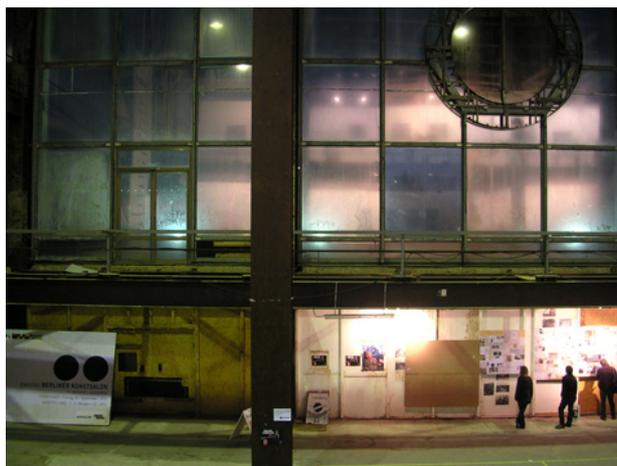
Les membres du *Palast Bündnis* défendent un projet de réutilisation du Palais, du moins pendant quelques années encore avant de statuer définitivement sur le sort de la *Schlossplatz*. Les arguments sur lesquels se fonde leur projet de réhabilitation sont de nature financière, culturelle et sociopolitique. Selon eux, un projet de réhabilitation envisageant une transformation fonctionnelle et esthétique de l'édifice permettrait d'effectuer des économies non négligeables pour une ville affichant un déficit important. Les membres du *Palast Bündnis* considèrent par ailleurs que le PdR fait partie de l'histoire de Berlin et qu'à ce titre, il doit être conservé. Ils revendiquent la reconnaissance et la préservation de certaines formes architecturales susceptibles de renseigner sur des formes culturelles et sociales propres à la société est-allemande. Le réaménagement urbain doit, selon eux, pouvoir rendre compte de la façon dont la ville s'est formée « *strate après strate* ». Leur posture par rapport au lieu est caractérisée par l'urgence face à sa dégradation et une volonté de préservation en vue de garantir la transmission de l'histoire récente de Berlin aux générations futures.

Les actions entreprises par l'Alliance pour le Palais sont également motivées par leur « respect » pour leurs concitoyens de l'Est. Pour l'une des architectes (ouest-allemande) à l'origine du projet, la destruction du Palais, et plus généralement l'effacement des traces de la RDA, reviennent clairement à nier un pan du passé récent, à dénigrer l'expérience collective d'une partie de la population. La réévaluation des passés de Berlin – que traduit la destruction d'un bâtiment emblématique en regard de l'histoire nationale et son remplacement par un monument d'une autre époque et non moins emblématique – est « un mauvais signe de l'état de la démocratie en Allemagne ». L'éviction du Palais de la République est selon elle l'expression d'une « mentalité d'occupants », attitude qui dessert la constitution d'un être ensemble sur les bases d'une relation équitable. A travers son engagement en faveur de la préservation du PdR, l'enquêtrice défend donc la cause d'une réunification plus équilibrée, prenant en compte les différences culturelles comme autant de potentialités d'enrichissement mutuel.

## Le Zwischenpalastnützung : réappropriation artistique et politique d'un objet patrimonial contesté

En 2003, l'affaire du Palais connaît un tournant décisif. Un groupe émerge qui met en avant un projet de réutilisation temporaire du PdR en ruine. Ce groupe se compose de personnalités issues de différentes institutions culturelles officielles de la ville [18]. Bien vite, ils mettent sur pied un groupe de travail auquel s'associent l'Administration sénatoriale berlinoise pour la Culture (*Berliner Kultursenat*), la circonscription de *Mitte* et l'Université Technique de Berlin. Cette dernière pourvoit aux besoins du projet en matière d'étude de faisabilité, en mobilisant pour l'occasion un programme de recherche européen portant sur l'exploration des stratégies d'utilisation temporaire des « aires urbaines résiduelles » (Urban Catalyst). Les aménagements architecturaux du Palais sont minimes et ont pour principal objectif une remise aux normes de sécurité avant sa réouverture.

Après d'après négociations entre les instigateurs du projet de réutilisation du PdR et les représentants du Bund et du Land en charge de l'administration du Palais, l'Etat fédéral accepte finalement de donner au Palais de la République une affectation temporaire. Entre août et novembre 2004, le Palais ouvre ses portes et accueille le festival *Volkspalast* (Palais du peuple). Suite au succès de l'initiative, et les travaux de démolition ayant par ailleurs été reportés, le Palais ouvre à nouveau ses portes en 2005. L'objectif du *Zwischenpalastnützung* est de proposer un concept de réutilisation pour un lieu central de la capitale qui soit propice à l'expérimentation de formes artistiques diverses s'adressant à un large public. Dans cette perspective, les organisateurs du festival sollicitent des artistes issus, tant de la haute culture que de la culture alternative, populaire ou sportive. Artistes, architectes, intellectuels et sportifs internationaux sont conviés au PdR à l'occasion de manifestations de diverses natures (performances, installations matérielles et sonores, expositions, concerts, représentations de danse et de théâtre, projections de films, manifestations sportives, etc.). 916 événements sont organisés au Palais entre 2003 et 2005, drainant quelques 600000 visiteurs. Le financement du festival est assuré par des sponsors privés, la vente de billets pour les représentations, ainsi que par une contribution du Fonds de la capitale pour la Culture (*Hauptstadtkulturfonds*).



Exposition *Die Fraktale* (sur le thème de la mort) réalisée dans le PdR dans le cadre du *Zwischenpalastnützung* – novembre 2005. Crédit photographique : Marie-Charlotte Planque



Exposition Die Fraktale (sur le thème de la mort) réalisée dans le PdR dans le cadre du Zwischenpalastnützung – novembre 2005. Crédit photographique : Marie-Charlotte Planque



Exposition Die Fraktale (sur le thème de la mort) réalisée dans le PdR dans le cadre du Zwischenpalastnützung – novembre 2005. Crédit photographique : Marie-Charlotte Planque



Exposition Die Fraktale (sur le thème de la mort) réalisée dans le PdR dans le cadre du Zwischenpalastnützung – novembre 2005. Crédit photographique : Marie-Charlotte Planque



Exposition Die Fraktale (sur le thème de la mort) réalisée dans le PdR dans le cadre du *Zwischenpalastnutzung* – novembre 2005. Crédit photographique : Marie-Charlotte Planque

En tant qu'association, le *Zwischenpalastnutzung* se voulait représentatif d'une génération jeune (moins sensible que ses aînés à l'aura idéologique du lieu), en butte à la destruction d'un monument berlinois central duquel il entendait faire émerger une nouvelle image. Dès lors, il s'agissait de mettre ce lieu central de la capitale à la disposition d'artistes encourageant la réalisation de projets créatifs et festifs. Le *Zwischenpalastnutzung* s'inscrivait ainsi dans une tradition locale d'occupation d'immeubles à l'abandon et de réappropriation artistique d'espaces en friche [19]. En transformant un monument en ruine en un lieu de débat, de création et d'expérimentation *in situ*, les initiateurs du *Zwischenpalastnutzung* cherchèrent à mettre en scène « la démocratie comme performance » (Deuflhard, Oswald, 2006 : 34), incitant les citoyens à « se projeter en tant qu'acteurs de la ville » (Kellenberger, 2009 : 66).

Cette « occupation résolue, physique et symbolique » (Fabre, 2009 : 28) du Palais en ruine a ainsi contribué à ouvrir le débat sur la question cruciale – mais quasi absente de la polémique jusque dans les années 2000 – de l'usage futur du site. L'évocation du PdR comme monument ancré dans la tradition de la « Maison du Peuple » – cœur des revendications du collectif – pose en effet la question du devenir des espaces publics dans la ville capitaliste. Les instigateurs du *Zwischenpalastnutzung* ont mis en exergue l'impossibilité, pour le Land de Berlin et le Bund, de financer le *Humboldt Forum* avec l'argent public, impliquant un mode de financement basé sur un partenariat public-privé. Aussi, la future réplique de l'ancienne demeure impériale est-elle destinée à devenir « non seulement un repère historique symbolique, mais aussi un lieu de consommation et une attraction touristique » (Colomb, 2007 : 308) dans une ville où le secteur touristique est appelé à devenir un secteur clé de l'économie. L'apparente continuité entre certaines caractéristiques et fonctions du PdR et celles du

*Humboldt Forum* [20] masque ainsi une rupture qui tient du remplacement d'un bâtiment public, propriété du peuple gérée par l'Etat, par un bâtiment en partie exploité par le privé. En butte aux logiques d'un re-développement urbain qui privilégie la constitution d'espaces commerciaux et représentatifs, le *Zwischenpalastnützung* propose la création d'un lieu de rencontre, d'un lieu propice au croisement des cultures (haute culture, culture populaire et culture alternative) ouvert à tous, dans la tradition de la Maison du Peuple ici réactualisée en fonction des enjeux urbains contemporains.

Le *Zwischenpalastnützung* a rempli trois objectifs majeurs. D'une part, il a montré qu'à moindres frais, le Palais pouvait être rouvert et réutilisé et a ainsi prouvé l'intérêt d'une conservation et d'une réhabilitation de l'édifice. D'autre part, la réutilisation temporaire du Palais en ruine a contribué à mettre au défi les visions proposées par une frange des pouvoirs publics et certains acteurs associatifs en matière de patrimoine et d'identité locale. Enfin, en rompant avec un débat qui jusqu'alors se fondait largement sur l'antagonisme Est/Ouest, le *Zwischenpalastnützung* est parvenu à convoquer les Berlinoïses, quelles que soient leurs origines, afin de les inciter à s'interroger sur les implications politiques, culturelles, sociales et économiques du réaménagement urbain, à imaginer des alternatives pour un usage de la *Schlossplatz* et à repenser la place et le rôle du citoyen dans la ville.

## **Le réaménagement de la Place du Château : la réévaluation des passés en acte et ses effets exclusifs**

Les débats sur le réaménagement de la Place du Château ont donné lieu à l'expression d'émotions patrimoniales révélatrices d'oppositions profondes dans l'interprétation de l'histoire récente du pays. La réunification, « à savoir la disparition d'un Etat et son absorption par un autre » (Chauliac, 2003 : 383), a engendré une compétition des mémoires qui affecte le traitement des lieux en fonction de ce qu'ils incarnent. A Berlin, les traces matérielles renvoyant au passé communiste sont soit détruites, soit fondues dans un paysage constamment remanié. Pour beaucoup, les vestiges valorisés à Berlin-Est renvoient à l'histoire de la dictature, à celle du Mur ou encore de la Stasi. L'effacement des traces de la RDA s'accompagne ainsi d'une délégitimation du système et de la société communistes, les deux processus visant à refermer « aussi totalement qu'irrévocablement [...] cette parenthèse de l'histoire allemande » (François, 1999 : 340). Le sort réservé au PdR peut être lu comme l'une des résultantes de ces modalités de traitement du passé est-allemand. Toutefois, pour un certain nombre de Berlinoïses de l'Est, cet édifice faisait figure de haut lieu : un lieu à travers lequel ils avaient la possibilité de se parler d'eux-mêmes, de raconter leur histoire et de rappeler leurs valeurs (Bédard, 2002 : 234). Dans cette mesure, la démolition du PdR est bien souvent perçue comme une tentative de nier, de dénigrer ou d'ignorer l'expérience culturelle et sociale de plusieurs générations de Berlinoïses de l'Est. Progressivement, le Palais en ruine est devenu le lieu de la cristallisation des rancœurs d'une partie des Berlinoïses. Ces derniers font le constat amer d'une réunification qui les a laissés de côté et expriment leur impression d'avoir été annexés et mis au rebut. C'est donc de l'état de la réunification dont il est le plus souvent question : "des vainqueurs" qui "imposent leur système", "leur personnel administratif", "leurs choix" et "leur symbolique". Le traitement réservé au Palais de la République par les politiques publiques devient, dans la bouche de certains anciens Berlinoïses de l'Est, une métaphore de la dévaluation dont ils se sont sentis victimes au lendemain de la réunification. Pour nombre d'entre eux, la démolition du PdR est en outre perçue

comme la traduction de la volonté de l'Etat d'effacer un passé qui "fait honte" au profit d'un passé qui "rend fier".

C'est finalement contre les effets d'exhérédation - et, par extension, d'exclusion symbolique - générés par un tel processus de patrimonialisation que plusieurs réseaux d'acteurs ont pris fait et cause pour le PdR. En plus de 10 ans de combats, les associations *pro Palast* ont manifesté leur présence dans et autour du PdR, développant des formes d'appropriation de l'espace soutenues par « la production, l'usage de symboles dotés d'une « efficacité sociale et politique » » (Veschambre, 2008 : 7). A travers ce marquage symbolique du territoire, il s'agissait de s'aménager une place au sein d'un espace public fragmenté et mouvant (au sein duquel intervenaient politiques, investisseurs privés, scientifiques, experts, marketers et acteurs associatifs) en vue de faire valoir d'autres visions de l'identité locale (et au-delà, nationale) censées s'incarner de manière privilégiée dans une forme urbaine, un objet patrimonial spécifiques. Peu à peu, les réseaux d'acteurs engagés dans la défense du PdR se sont à la fois densifiés et diversifiés. Parallèlement, les objectifs à l'égard de l'édifice ont eux-mêmes évolué, passant de la revendication de sa conservation *stricto sensu* à l'élaboration de projets visant à le transformer structurellement et fonctionnellement. De la même manière, les moyens d'action des associations se sont multipliés, allant de la tractation à la « festivalisation » du lieu, en passant par l'expertise et la recherche de personnalités clefs (marketers urbains, sénateurs, parlementaires) susceptibles de défendre le projet au niveau de la ville et du Bund. A travers leurs diverses modalités d'actions, les associations de défense du PdR ont mis en avant différentes mémoires et significations du lieu, chacune étant corroborée à des objectifs liés à la reconnaissance, au sein de l'espace public, de groupes particuliers. Si la polémique qui fit rage autour du réaménagement de la *Schlossplatz* fut l'occasion de relayer des discours venant alimenter la rhétorique de la rancœur réciproque interallemande, elle n'en fut pas moins le moment d'un véritable travail de la société sur elle-même, faisant émerger des interprétations à la fois contradictoires et complémentaires du passé de la ville.

*Pour citer cet article :*

Marie Hocquet, 2012. « Les effets d'exclusion du geste destructeur : le cas du Palais de la République à Berlin ». *ethnographiques.org*, Numéro 24 - juillet 2012

[en ligne]. <http://www.ethnographiques.org/2012/Hocquet>

## Notes

[1] Notre enquête qualitative a été menée auprès d'un corpus de quarante-quatre Berlinois originaires de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne. Nos premiers entretiens concernèrent notre réseau d'interconnaissance. Les deuxième et troisième sessions d'entretiens furent réalisées auprès de personnes ayant travaillé au PdR ou l'ayant connu en fonction. L'enquête s'est ensuite prolongée auprès d'acteurs ayant œuvré dans le cadre de la protection du PdR.

[2] Rivière qui traverse Berlin.

[3] Vaste parc, aujourd'hui centre géographique de Berlin.

[4] Sozialistische Einheitspartei Deutschlands – Parti socialiste unifié d'Allemagne.

[5] Les Maisons du Peuple avaient pour vocation de favoriser l'éducation culturelle autonome de la classe ouvrière. Toutefois, le PdR se présentait plutôt comme un compromis entre le modèle de l'institution culturelle gérée par l'Etat (modèle soviétique) et le modèle de l'institution culturelle autogérée dans la tradition de la Maison du Peuple.

[6] Ces cérémonies correspondaient à l'« introduction solennelle des adolescents dans le monde des adultes » (Chauliac, 2003 : 384. De ces exemples, il ressort qu'on a affaire à un endroit où les individus avaient la possibilité de se réunir en famille ou entre amis à l'occasion de célébrations importantes. Pour de nombreux anciens Berlinois de l'Est, le PdR a donc été un lieu de fête, parfois même un cadre où se jouaient les étapes les plus marquantes de la vie des individus et des familles. Ajoutant « à la solennité du rite » tout en offrant « un cadre au souvenir exceptionnel », le PdR a ainsi été progressivement assimilé par une population locale qui en fit l'« habitacle exceptionnel mais familier » de ses pratiques et de ses rites (Fabre, 2009 : 26, 28).

Il semble, en outre, que le Palais ait été utilisé différemment selon les générations. Ainsi, chez les plus âgés, ceux qui ont aujourd'hui de soixante à quatre-vingts ans, il était d'usage d'aller au PdR pour assister au concert donné par le Philharmonique à l'occasion du Nouvel An ou pour y voir un ballet. Les plus jeunes, ceux qui ont entre quarante et soixante ans aujourd'hui, évoquent plus volontiers les cafés, les concerts de rock, la discothèque et le bowling. Ceux qui étaient enfants au temps de la RDA parlent du théâtre pour enfants. Les témoignages que nous apportent sur ce point les enquêtés laissent entendre que le Palais était un lieu au caractère intergénérationnel, chacun y trouvant, quel que soit son âge, des activités et divertissements à son goût.

Ce qui nous amène à une dernière représentation du lieu, et qui englobe toutes celles que nous venons d'aborder, à savoir l'idée selon laquelle le Palais était "une maison pour tous". C'est en effet ce qui vient à

l'esprit de nombreux Berlinois de l'Est pour caractériser le PdR. Une maison pour tous, où chacun pouvait venir flâner et profiter des offres culturelles. Lieu de rencontres et de socialisation, le Palais est aujourd'hui clairement identifié comme "une maison pour le peuple". Cette expression renvoie à l'idée d'égalité entre les habitants, notamment devant l'accès à la culture. Le Palais est ici rattaché à un ensemble de valeurs humanistes autrefois porté par le modèle idéologique communiste.

Le PdR est donc un lieu propice à la cristallisation des souvenirs et des affects, un lieu à partir duquel la pluralité des expériences individuelles s'est vue transcendée en une expérience collective. Si le PdR est cher aux Berlinois de l'Est, c'est donc essentiellement parce qu'il incarne des valeurs mais aussi des pratiques propres à une société qui n'est plus et qui, en tant que telle, est l'objet d'une idéalisation. Face à l'abandon de ce bâtiment, certains Berlinois de l'Est déplorent "le bout d'histoire" ou "de mémoire" qui disparaît. Il apparaît que pour ces derniers, ce lieu était porteur de sens et d'histoire, une incarnation, dans l'espace, de manières d'être, de faire et de penser aujourd'hui révolues. Ces représentations et constructions de sens participent à la constitution d'une mémoire partagée du lieu et s'effectuent en vertu du contexte de l'après réunification, lui-même marqué par une compétition des mémoires. La RDA est en effet l'objet de perceptions et d'interprétations contradictoires. A la fois honnie et regrettée, estampillée "deuxième dictature allemande" et caractérisée comme un pays dans lequel une vie normale était possible, la RDA laisse derrière elle un héritage qui demeure un objet de discorde. La question du devenir du PdR a *de facto* soulevé la question de la place à accorder à cet héritage – social, culturel, architectural – laissé par la RDA au sein de l'Allemagne réunifiée.

L'après *Wende*, le Palais en question

Comme le signale Henri Rouso : « Les questions soulevées par l'héritage communiste rappellent à bien des égards d'autres héritages et s'inscrivent dans les débats qui ont traversé toute l'histoire de l'Allemagne au 19ème et surtout au 20ème siècle » (1992 : 4). Le fait est que les politiques de gestion de l'héritage est-allemand découlent de la tradition – largement implantée au sein de l'ancienne République fédérale – d'une appréhension critique de l'histoire nationale sur laquelle se fonde un attachement aux valeurs démocratiques de la nation fédérale. Il convient à ce titre de souligner que c'est « l'Ouest, non concerné par le passé dictatorial des régimes communistes, » qui a « marqué de son sceau la manière dont est traité ce passé » (Sabrow, 2007 : 71). Ainsi, la gestion de l'héritage laissée par l'ex-RDA répond-elle à l'impératif « de favoriser la diffusion d'une culture politique qui stabilise l'Etat de droit démocratique » (Habermas, 2005 : 93). Cette politique se traduit

concrètement par la valorisation de certaines traces du passé (un patrimoine négatif) en vue de faire émerger une topographie de « lieux de mémoire et d'apprentissage » permettant la diffusion de messages pédagogiques sur les aspects répressifs du passé communiste. L'envers de cette politique se lit dans l'effacement de certaines traces et symboles de la RDA qui intervient « afin de rendre la disparition de la RDA aussi effective qu'irréversible » (Mouralis, 2009 : 86).

A cela s'ajoute le fait que le réaménagement de la Place du Château a constitué un enjeu dans le cadre de l'aménagement du Nouveau Berlin. La situation géographique du PdR est en soi assez exceptionnelle. Erigé sur l'ancien emplacement du *Stadtschloss* (château municipal), il se trouve au cœur de la ville réunifiée. Le Palais se situe de surcroît sur l'île de la Spree, berceau géographique de la ville abritant le complexe de l'île aux Musées, inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO depuis 1999. Enjeu pour la ville de Berlin en tant que capitale, enjeu touristique également, le réaménagement de la Place du Château a suscité des débats passionnés, l'expression d'émotions patrimoniales qui se structurèrent assez rapidement à travers l'affrontement de deux principaux groupes d'acteurs : ceux qui étaient pour sa conservation et sa réhabilitation et ceux qui, étant contre, appelèrent de leurs vœux le retour de l'ancien château. Ces derniers ont rejoint les rangs des partisans du château au sein du collectif du *Schloss*, emmené par un homme d'affaire hambourgeois : Wilhelm von Boddien.

Du lobbying au vote du Bundestag, le cheminement du projet de reconstruction du Schloss

Trois ans après la fermeture du PdR, les Berlinoises goûtèrent, pendant 18 mois entre 1993 et 1994, à l'illusion du retour du château. Les façades de ce dernier furent simulées par un échafaudage sur lequel étaient tendues des toiles recouvrant le Palais à l'abandon. Cette opération, sponsorisée par Thyssen-Hünnebeck[[Entreprise allemande spécialisée dans la fourniture de coffrage, d'échafaudages et plate-forme mobile dans le domaine de la construction.

[7] <http://berliner-schloss.de/fr/Chate...>

[8] <http://berliner-schloss.de/fr/Humbo...>

[9] <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>

[10] <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>

[11] Parti né de la fusion entre le PDS, Parti héritier du SED, et l'Alternative électorale travail et justice sociale – Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit.

[12] <http://berliner-schloss.de/fr/Edito...>

[13] <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>

[14] Extrait d'une lettre de W. von Boddien, parue après l'annonce officielle du projet de reconstruction du Stadtschloss sur le site : <http://berliner-schloss.de/fr/Edito...>

[15] <http://berliner-schloss.de/fr/Edito...>

[16] Rappelons ici que Wilhelm von Humboldt, qui fonda l'Université de Berlin, est l'une des incarnations de cette page de l'histoire allemande.

[17] Cette attitude s'apparente à l'Ostalgie, un phénomène qui « recouvre un jugement rétrospectif positif de l'ancienne RDA qui en partie se réfère à une comparaison rationnelle des compétences entre la RDA et la RFA (...), en partie à une idéalisation affective qui cache les aspects négatifs bien connus du régime de la RDA » (Neller, Thaidigsmann, 2002 : 425).

[18] Les personnes à l'origine de la création de cette association sont Amelie Deuffhard (directrice de la Sophiensaele), Philipp Oswald (du Studio Urban Catalyst), Jörn Weisbrodt (du Staatsoper Unter den Linden), Joseph Hoppe (du Deutsches Technikmuseum Berlin) et le Dr. Eberhard Rhein (avocat).

[19] Dans les années 1970, un vaste mouvement d'occupation d'immeubles vétustes se développa dans le quartier de Kreuzberg. Ces immeubles délabrés furent transformés en ateliers, salles de concerts, théâtres, cafés et restaurants alternatifs. Des communautés d'habitation autogérées, les Hausprojekt, virent également le jour. Ces squats furent parfois liés à la création artistique, parfois à la revendication politique. Souvent les deux étaient inextricablement liés et les immeubles occupés devinrent des lieux propices au développement d'actions contestataires artistico-politiques.

[20] Les deux bâtiments sont dédiés à la culture. Lieux internationaux et lieux de rencontre, ils sont, dans l'absolu, ouverts à tous.

## Bibliographie

BEDARD Mario, 2002. « De l'être-ensemble à l'être-au-monde, le rôle du haut-lieu », *Ethnologie*, 24 (2), pp. 229-241.

CHAULIAC Marina, 2003. « La Jugendweihe : continuités et changements d'un rite hérité de la RDA », *Revue française de science politique*, 53, pp. 383-408.

COLOMB Claire, 2007. "Requiem for a lost Palast ; 'Revanchist urban planning' and 'burdened landscapes' of the German Democratic Republic in the new Berlin", *Planning Perspectives*, 22 (3), pp. 283-323.

DE CERTEAU Michel, 1990. *L'invention du quotidien – 1. Arts de faire*. Paris, Gallimard.

DEUFLHARD Amelie et KREMPL-KLIEEISEN Sophie (éds), 2005. *VOLKSPALAST. Zwischen Aktivismus und Kunst*. Berlin, Theater der Zeit.

FABRE, Daniel et IUSO Anna (éds), 2009. *Les monuments sont habités*. Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, (coll. « Ethnologie de la France » n°24).

FRANÇOIS Etienne, 1999. « Révolution archivistique et réécritures de l'histoire : l'Allemagne de l'Est », in ROUSSO Henri (éd), *Stalinisme et nazisme. Histoire*

- et mémoire comparées. Paris/Bruxelles, Editions Complexe, pp. 331-355.
- GRACQ Julien, 1985. *La forme d'une ville*. Paris, Editions José Corti.
- GRAHAM Brian et HOWARD Peter (éds), 2008. *The Ashgate Research Companion to Heritage and Identity*. Aldershot, Ashgate Publishing Limited.
- HABERMAS Jürgen, 2005. *De l'usage public des idées*. Paris, Fayard.
- HERTWECK Florian, 2009. « La reconstruction de Berlin : entre enjeu identitaire et pragmatisme économique », in BERARD Ewa et JAQUAND Corinne (éds), *Architecture au-delà du Mur, Berlin, Varsovie, Moscou*. Paris, Picard, pp. 165-179.
- HALPERN Charlotte et HÄUSSERMANN Hartmut, 2003. « Vers une sortie de la crise ? Les atteroiements de la métropole berlinoise au terme d'une décennie de querelles de clocher », *Revue française d'administration publique*, 107 (3), pp. 333-344.
- KELLENBERGER Sonja, 2008. « L'image de la ville dans les interventions d'artistes engagés dans les mouvements sociaux », in RAUTENBERG Michel (éd.), *Culture et Musée*, n°12. Paris, Actes Sud, pp. 65-89.
- NELLER Katja et S. THAIDIGSMANN Isabel (2002). „Das Vertretenheitsgefühl der Ostdeutschen durch die PDS : DDR-Nostalgie und andere Erklärungsfaktoren im Vergleich“, in *Politisch Vierteljahresschrift* 43, (Köln, Westdeutscher Verlag), S. 420-444.
- MOURALIS Guillaume, 2009. « Une épuration allemande », *L'Histoire*, 346, pp. 86-92.
- RICOEUR Paul, 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Editions du Seuil.
- ROUSSO Henry, 1992. « Allemagne, années 1990 : le futur du passé », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 34, pp. 3-4.
- SABROW Martin, 2007. « Reconstruction du passé de RDA et politique de la mémoire », *Allemagne d'aujourd'hui*, 181, pp 64-72.
- TILL Karen E., 2005. *The New Berlin : Memory, Politics, Place*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- VESCHAMBRE Vincent, 2008. *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes, PUR (coll. « Géographie sociale »).